

15 mai 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage officiel en Norvège, Oslo, mardi 15 mai 1984.

Mesdames et messieurs,

- Demain matin, je quitterai la Norvège pour me rendre en Suède. J'aurai l'occasion de revoir là-bas ceux des journalistes qui m'accompagnent dans ce voyage, mais pas les journalistes norvégiens. Je suis donc à leur disposition pour répondre aux questions qui les intéressent. De la même façon, je répondrai aux questions des journalistes français, sans vouloir embrasser tous les sujets puisque nous aurons l'occasion de nous revoir. La conférence de presse est faite pour cela. Nous parlerons des relations bilatérales, qui sont des relations très typées entre la Norvège et la France, surtout dans les domaines de haute technologie. Et des problèmes de caractère général. C'est à vous d'en juger. Je suis donc prêt à entendre vos questions et à y répondre. Monsieur, je vous en prie.

- QUESTION.- (Munch, Radio TV norvégienne à Paris) Monsieur le Président, comment voulez-vous résumer les entretiens politiques qui vous ont réunis à Oslo ?

- LE PRESIDENT.- Les entretiens politiques ont été orientés autour des relations qui nous sont propres, Norvège et France : hydrocarbures, télématique, enseignement, enseignement de la langue française en Norvège, développement culturel. Ce sont les quatre secteurs sur lesquels nous avons insisté. Partant de là, les Norvégiens montrent un intérêt tel pour toutes les affaires de l'Europe. Et puisque je suis présentement en charge de la présidence de la Communauté européenne, les relations de l'AELE et de la CEE ont été abordées à diverses reprises.

- En fait de problèmes internationaux, j'ai remarqué que mes interlocuteurs étaient surtout intéressés par les relations Est - Ouest, ce qui va de soi, mais aussi par les problèmes touchant au tiers monde, au problème de l'Amérique centrale, latine en général mais centrale en particulier. Ne voulant pas être exhaustif dans cette réponse, je peux dire que cela était l'essentiel.\

QUESTION.- Avez-vous parlé avec vos interlocuteurs norvégiens de la reprise du dialogue entre l'URSS...

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas dire que les choses se soient passées de cette façon. Il intéressait beaucoup nos amis norvégiens de savoir quelle était mon analyse de la situation entre l'Est et l'Ouest, puisque j'étais il y a peu aux Etats-Unis d'Amérique, que j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le président Reagan, puisque dans quelques semaines je retrouverai non seulement le Président des Etats-Unis, mais aussi plusieurs autres responsables des affaires du monde, en France et dès le lendemain en Grande-Bretagne. Donc nous avons échangé nos analyses sur ce sujet. Ils ne m'ont jamais interrogé sur cet éventuel voyage en Union soviétique, sans doute par courtoisie. Je n'avais pas à leur exposer ma façon de voir dans un domaine qui intéresse directement la France et l'Union soviétique. Tout au plus serait-ce, ou sera-ce un élément d'information utile pour étudier le comportement des principaux partenaires du grand débat actuel. Mais cela c'est une prévision et non pas un fait. Si je revenais de Moscou, j'aurais pu plus utilement communiquer aux Norvégiens les réactions soviétiques, ce que je pense de la politique de ce pays et les chances du dialogue. Mais tel n'est pas le cas. Bref nos amis norvégiens ont été plutôt moins curieux que vous sur ce chapitre.

- J'ai l'impression que vous auriez souhaité que je vous en dise davantage. Mais enfin, comme vous avez commencé en me demandant : qu'avez-vous dit avec les Norvégiens sur ce sujet ?

Dien. Dans ce cas, je tiens strictement aux prémices de votre question. J'ai terminé.

rien. Donc, si je m'en tiens strictement aux prémices de votre question, j'ai terminé.

- QUESTION.- Est-ce que vous pouvez nous dire, à nous ?

- LE PRESIDENT.- Voilà. C'est un autre sujet... En fait, pas grand chose, sinon que j'avais déjà reçu une invitation, plutôt qu'on m'avait transmis un désir d'invitation de M. Andropov. Et je n'ai jamais été fermé à ce genre de conversation et de rencontre, dès lors que la politique de la France est une politique claire. Puis, vous savez ce qui est arrivé : l'arrivée au pouvoir de M. Tchernenko. L'invitation a besoin d'être précisée. Elle ne l'est pas à l'heure actuelle. En tout état de cause, elle serait annoncée d'un commun accord, et au même moment, par les deux parties. Tant que cela ne sera pas fait, les spéculations sont inutiles.

- Et quelles sont les questions qui se greffent à ce sujet ? C'est à vous de me le dire.\

QUESTION.- On a l'impression en ce moment que l'URSS a une certaine tendance à se refermer ou à se durcir. Je pense... (inaudible). Alors, comment situez-vous cette idée qu'il faut reprendre le dialogue avec un pays qui, pour nous, n'a pas tellement l'air de la vouloir ?

- LE PRESIDENT.- La politique russe a connu, comme cela, des tensions successives.

L'hypothèse de débat qui domine toutes les autres, c'est l'Est. Il y a eu la première phase, qui a abouti à l'installation des premières fusées Pershing en Allemagne `RFA` et qui voit le déroulement de l'installation des missiles de croisière dans d'autres pays. Jusqu'à cette échéance-là, c'était la première phase : que se passerait-il si l'OTAN persévérerait jusqu'à l'accomplissement de son projet énoncé quatre ans plus tôt ? Voilà, cette première phase s'est achevée, peut-on estimer, en novembre dernier. Et on peut dire que tout naturellement, l'Union soviétique a mis en place un certain nombre des réponses, pas toutes d'ailleurs, qu'elle avait annoncées ou, pour employer un langage plus nuancé, qu'elle semblait avoir annoncées.

- Cependant, il était évident que la deuxième phase devait commencer par un durcissement.

C'est dans la logique des choses. Je pense que dans le calcul des membres de l'OTAN qui avaient pris la décision que l'on sait, cette éventualité avait été retenue. Et pourtant le dialogue est nécessaire. Les deux principaux partenaires en sont, je le suppose, convaincus, mais les chemins qu'ils prennent sont bien souvent des chemins de traverse. Exemple, le durcissement présent, dont vous me parlez vous-même, et qui me paraît dépasser son objet, du côté soviétique. Enfin, nous sommes maintenant dans cette deuxième phase qui, selon moi, sera une phase intermédiaire devant déboucher sur une troisième. Quand ? Comment ? Cela reste à connaître. Et dans l'intervalle, il ne serait pas mauvais qu'un certain nombre de contacts permettent d'approfondir ou d'approcher la nouvelle réalité diplomatique et militaire et, dira-t-on, stratégique, qui pourrait se dessiner à l'issue de cette deuxième phase, dont -mais c'est pure supposition de ma part- on peut penser qu'elle devrait durer jusqu'aux approches de l'élection présidentielle américaine. Ce sont des pions qui se mettent en place. Pour quoi faire ? Pour quelle joute, pour quel conflit ? Ce sont les deux principaux partenaires qui pourraient le dire. Et d'abord, cette discussion, elle est entre eux. Elle nous concerne tous par ses conséquences, mais elle est entre eux. La conférence de Genève est entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Je ne dis pas cela pour m'en plaindre car la France n'aspire pas à s'y joindre. Quand les choses se seront précisées, j'aurai l'occasion de m'exprimer, devant la presse française en tout cas.\

` Suite réponse sur les relations franco-soviétiques `

- Mais je vois bien qu'était jointe à cette question, vous l'avez laissé entendre M. Bortoli, la question touchant, disons les droits de l'homme. Vous savez, dans ce domaine, ma position est très aisée, si le sujet est, et reste si douloureux, si difficile. Le propre de la politique française c'est de dire la même chose partout. Bref, notre conception des droits de l'homme ne varie pas selon les latitudes ni selon les circonstances. Tout le monde le sait, à Washington hier, éventuellement à Moscou demain. On le sait, on le saura, et précisément, l'un des intérêts les plus sensibles de l'actuel dialogue franco - soviétique, - car de toute façon il y a dialogue - c'est que personne ne met son drapeau dans sa poche, et en tout cas pas la France. Je considère que le devoir de la France est, sur toutes les tribunes et dans toutes les circonstances, de s'exprimer sereinement et fermement sur un sujet aussi décisif que celui-là, je veux dire les droits de l'homme. Vous le savez, nous sommes intervenus très souvent auprès de tous les pays où les libertés sont réduites ou bien n'existent pas. Des centaines de personnes, je dis bien des

centaines, et c'est plus près du millier que de la première centaine, sont libres aujourd'hui grâce à notre action. Je n'en ferai pas le compte aujourd'hui et d'autre part la question est surtout une question de méthode. Qu'est-ce qui est le plus utile aux personnes dont nous parlons pour que leurs chances soient plus grandes d'obtenir les libertés qui leur sont nécessaires et je dois dire que, au total, lorsque cette histoire sera écrite, on saura que la France a rempli correctement et honnêtement son rôle de défenseur des droits de l'homme. Je dis dans beaucoup de pays du monde puisque, malheureusement, beaucoup de pays du monde n'obéissent pas aux principes de la démocratie telle que nous la concevons.

- Voilà, ma réponse est simple M. Bortoli. Je la répète : le propre de la politique française est de dire la même chose partout et notre conception des droits de l'homme ne varie pas selon les latitudes. Je suis pour l'instant à une latitude assez haute, si je puis ainsi m'exprimer, par rapport au pôle nord. En me déplaçant latéralement vers l'Est, je garderai les mêmes opinions et la même liberté de langage.

- QUESTION.- (Europe 1) Est-ce que vous pensez que le gouvernement français puisse faire quelque chose de concret pour... (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Monsieur, je m'excuse, je n'ajouterais rien à ce que j'ai dit en réponse à la première question qui m'a été posée.\

QUESTION.- (M. Munch - Radio TV Norvégienne à Paris) Permettez-moi de revenir un peu sur les relations bilatérales entre la Norvège et la France. Est-ce qu'il y aura des projets concrets après votre visite (inaudible) pour développer la coopération entre les deux pays ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est-à-dire que ma visite a coïncidé avec l'aboutissement de nombreux accords dans le domaine des hydrocarbures et dans le domaine de la télématique. Et j'arrive là pour inaugurer ou aborder une nouvelle phase, une nouvelle période dans nos relations technologiques. Nous avons, en effet, projeté d'approfondir cela. Mais nous restons dans les mêmes domaines, ceux qui ont déjà réuni la Norvège et la France. Donc, quelques problèmes de haute technologie pourront se trouver élargis. Par exemple, cela intéresse beaucoup la France de débattre avec des pays comme le vôtre de biotechnologie, de la connaissance de la mer, du fond des océans.

- Et puis nous intéressent aussi tous les aspects culturels, il y a beaucoup à apprendre ici, et nous avons nous-mêmes à donner ou à apporter : un effort très sensible doit être fait pour le développement de la langue française en Norvège, où il existe une forte tradition d'amitié à l'égard de notre pays, mais où les courants d'historiques, la structure des langages, la nature des échanges commerciaux, la situation géographique ont fait que d'autres pays que le nôtre ont, sur ce plan-là, une situation plus enviable.\

QUESTION.- (D. Bromberger) Monsieur le Président, que pensez-vous des propos du colonel Khaddafi suggérant un retrait des troupes françaises et de l'influence libyenne au Tchad ?

- LE PRESIDENT.- M. Bromberger, j'aborderai ce problème lorsque je serai de retour en France. Nous sommes chez nos amis norvégiens. J'ai bien voulu répondre à la question que m'a posée M. Bortoli, qu'a reprise M. ... pour Europe 1. Mais je ne pense pas que ce soit le moment ni le lieu de développer toute la politique étrangère de la France. Nous y reviendrons M. Bromberger, nous nous reverrons bientôt.

- QUESTION.- Il est question d'envoyer un navire de guerre au Nicaragua. Quelle est votre attitude à cet égard ?

- LE PRESIDENT.- Je trouve cette initiative, qui est surtout celle de M. Esquivel, très sympathique. Elle a une haute portée psychologique et morale. Je pense que le problème a déjà un peu changé de tournure depuis qu'un port au moins a été ouvert, les mines éloignées, ce qui fait que les vivres et les médicaments peuvent désormais, à ma connaissance, pénétrer dans ce pays, comme cela me paraît nécessaire. Je crois qu'il faut faire très attention, dans l'intention très noble que nous avons d'apporter une réponse heureuse au drame que connaît ce pays, qu'on ne le complique, en réalité. Il faut donc avoir une démarche extrêmement prudente. Mais c'est vrai que les vivres, les médicaments en particulier doivent pouvoir pénétrer librement au Nicaragua. C'est, si j'ose dire, la moindre des choses. Et tout pays qui s'y opposerait se placerait

dans une situation très difficile au regard du droit international. De ce point de vue, je crois pouvoir vous dire que la Norvège et la France réagissent vraiment de la même façon. Sans vouloir engager les dirigeants norvégiens, moi-même, j'ai retiré de nos conversations le sentiment que nous abordions ce problème dans le même -état d'esprit.\

QUESTIONS.- Il semble que l'idée d'une relance de l'Union européenne occidentale `UEO` inspire les Norvégiens. En a-t-il été question dans vos (inaudible) ?

- LE PRESIDENT.- Assez peu, assez peu. Quelques réflexions qui m'ont été faites confirment ce que vous me dites. Mais cela ne provenait pas, disons, des autorités engageant leur gouvernement dans une conversation organisée. Mais enfin, il est tout-à-fait normal qu'un pays comme la Norvège sente le besoin, étant lui-même membre de l'Alliance atlantique, d'être pleinement informé et pleinement responsable de tout ce qui touche à l'organisation de défense.

- QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous l'impression que la position de la Norvège vis-à-vis du Marché commun a évolué ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant, je n'en ai pas l'impression, non. On ne m'a pas fait de confidences là-dessus. Que telle ou telle personne dirigeante ait là-dessus son opinion, c'est une chose. Mais c'est une autre affaire que l'opinion moyenne, le mouvement d'opinion des Norvégiens. Bref, ce n'est pas une question qui m'a paru d'actualité\